



Chantal Kesteloot has a doctorate in history. She is Departmental Head at the Centre for Historical Research and Documentation on War and Contemporary Society (SOMA-CEGES). She published several articles and books on the history of the Walloon movement. Other research topics include Brussels, the memory of the war and the amnesty debate, nationalism and national identity, and the history of clandestine socialism.

Avant même d'entrer dans le vif du sujet, il me semble essentiel de poser la question de la définition du mouvement wallon. Selon les auteurs de la récente *Encyclopédie du Mouvement wallon*¹, celui-ci doit être considéré comme "*un mouvement d'affirmation politique naissant dans le sillage des grèves de 1886 mais surtout en réaction aux revendications linguistiques du Mouvement flamand*". Définition à tout le moins étonnante lorsque l'on sait qu'aucun de ces deux aspects ne fait l'objet d'une notice spécifique dans la dite *Encyclopédie*. Philippe Destatte, dans son essai sur *L'identité wallonne*, distingue, quant à lui, cinq moteurs d'affirmation de la Wallonie²:

1. Le mouvement flamand et la question linguistique, un moteur aussitôt écarté comme "*destructeur d'identité pour les Wallons*"
2. Le régionalisme
3. Le fédéralisme et le fédéralisme européen
4. La problématique économique et le renardisme
5. L'autonomie culturelle.

Pour ma part, je considère plutôt que la notion de mouvement induit une 'action collective (spontanée ou dirigée) tendant à produire un changement d'idées, d'opinion ou d'organisation politique, institutionnelle, linguistique, sociale et culturelle'. S'agissant du mouvement wallon, l'étude porte donc sur les actions – au sens large – impulsées au nom de la Wallonie en vue d'imprimer les changements considérés.

Cet article est une version légèrement remaniée de mon article paru en 2004 dans les numéros 13/14, pp. 17-44 des *Cahiers d'Histoire du Temps présent* sous le titre *Ecrire l'histoire du Mouvement wallon. Une démarche historique et citoyenne*.

1. P. Delforge, P. Destatte, M. Libon (dir.), *Encyclopédie du Mouvement wallon*, Charleroi, 2000-2001, 3 vol. (citation vol. 1, p. 13).
2. P. Destatte, *L'identité wallonne. Essai sur l'affirmation politique de la Wallonie aux XIX et XXèmes siècles*, Charleroi, 1997, pp. 408 et suiv.

Mais qu'est-ce que la Wallonie? Depuis quand existe-t-elle? Quelles formes d'actions ont été menées en son nom? Comment celles-ci ont-elles été traitées par l'historiographie? Qui écrit l'histoire du mouvement wallon? Quel est le but revendiqué et le public-cible déclaré?

Il y a plus d'une vingtaine d'années, Hervé Hasquin pouvait affirmer que l'histoire du mouvement wallon restait à écrire.³ Qu'en est-il aujourd'hui? En quoi et pourquoi la situation a-t-elle évolué? Quels sont les thèmes et les enjeux porteurs? Que révèlent-ils? Quels sont les champs de l'historiographie qui demeurent en friche? Avant d'aborder les recherches les plus récentes, un bref rappel des acquis antérieurs s'impose.

DES ORIGINES AUX ANNÉES 1970

Pour tous les mouvements et selon des chronologies propres, dans une première phase, l'historiographie est avant tout militante. Quoi de plus normal durant une période où l'on écrit peu sur l'histoire du vingtième siècle. Le seul ouvrage significatif et scientifique qui paraisse est la remarquable synthèse de Maurice-Pierre Herremans.⁴ C'est la première d'envergure après l'ouvrage de Jules Destrée paru en... 1923.⁵ Si l'on excepte les contributions écrites par les acteurs eux-mêmes et parues dans la *Nouvelle Revue wallonne*, il faudra attendre la décennie 1960 et les premiers *Courriers hebdomadaires du Crisp* pour voir s'amorcer les recherches, une évolution somme toute logique puisque, sur le plan politique, la décennie 1960 est marquée par d'importantes fractures communautaires qui trouveront une suite dans la réforme constitutionnelle de 1970. La vocation du Crisp est précisément de permettre d'analyser ces facteurs de changement et, s'agissant du mouvement wallon, il s'est particulièrement bien acquitté de sa tâche, proposant au public des *Courriers* présentant les principaux mouvements, les débats et prises de position ainsi que les partis wallons en gestation.

Aujourd'hui, ces premiers travaux apparaissent comme des instruments très précieux à la fois sur le plan factuel mais aussi parce qu'ils sont révélateurs de la préoccupation historique d'un mouvement et de la vision qu'il porte sur son engagement et son histoire. La démarche qui les inspire est double: il s'agit tout

3. H. Hasquin, Le mouvement wallon: une histoire qui reste à écrire, in: *Revue de l'Université de Bruxelles*, 1981, n° 1/2 (*Histoire et historiens depuis 1830 en Belgique*), pp. 147-155. Pour les recherches ultérieures, voir C. Kesteloot, Tendances récentes de l'historiographie du mouvement wallon (1981-1995), in: *Revue belge d'Histoire contemporaine*, vol. 25, 1994-1995, n° 3/4, pp. 539-568 et J. Pirotte, Le mouvement wallon, in: *La Vie wallonne*, vol. 71, 1997, n° 437-440 (J.-M. d'Heur & P. Gérin (dir.), *Congrès national wallon de 1945. Actes du colloque scientifique international tenu à Liège les lundi 21 & mardi 22 octobre 1996*), pp. 30-57.

4. M.-P. Herremans, *La Wallonie. Ses griefs, ses aspirations*, Bruxelles, 1951.

5. J. Destrée, *Wallons et Flamands. La querelle linguistique en Belgique*, Paris, 1923.

à la fois d'écrire l'histoire de la Wallonie (question abordée notamment lors du congrès wallon de 1905) et d'écrire l'histoire du mouvement wallon. Les militants wallons estiment en effet que l'histoire des provinces wallonnes est traitée comme quantité négligeable par l'histoire dominante. On est alors, il est vrai, en pleine phase de pirenisme accusé de faire la part belle à la Flandre, considérée comme un embryon de la Belgique en devenir. Quant à l'histoire du mouvement wallon, il s'agit à la fois d'un processus d'auto-valorisation mais aussi d'un instrument destiné à convaincre. Ce phénomène n'est en rien l'apanage du mouvement wallon; d'autres mouvements et courants régionalistes et/ou nationalistes comptent en effet en leur sein des 'historiens militants'. Cette situation est souvent le fruit d'un mouvement de rébellion contre l'histoire dominante, voire officielle, accusée de négliger telle ou telle dimension, tels ou tels acteurs. Cette négligence ou, plus grave, cet oubli et ce silence rendent malaisée la compréhension de certains phénomènes et chaque évolution historique recèle de fait en son sein une ou plusieurs catégorie(s) d'oubliés de l'histoire. Généralement, l'histoire de ces 'oubliés' est d'abord sortie de l'ombre par des passionnés qui, voulant à tout prix rétablir les faits, en arrivent souvent à une réécriture peu scientifique de l'histoire, générant de nouveaux déterminismes et de nouveaux moteurs. Phénomène qui n'est en rien spécifique à l'histoire du mouvement wallon et qui ne s'arrête pas avec la décennie 1970.

Mais les militants wallons ne sont pas les seuls à s'être intéressés à leur histoire. L'intitulé 'mouvement wallon' apparaît en 1888... dans une source flamande.⁶ Depuis, on peut parler d'un intérêt assez constant de la part de militants flamands et d'historiens flamands, voire d'historiens militants flamands, pour l'histoire du mouvement wallon. Cette démarche s'inscrit souvent dans l'optique d'une survalorisation de l'adversaire. Il procède souvent d'un amalgame qui place sur le même pied mouvement wallon et establishment francophone, un amalgame certes légitime pour certaines périodes et autour de combats ponctuels mais certainement pas pour l'ensemble de l'histoire du mouvement wallon. Côté wallon, en revanche, on s'intéresse peu à l'histoire du mouvement flamand, un désintérêt qui est sans doute lié à une dimension pratique: la méconnaissance du néerlandais.

LE MOUVEMENT WALLON DEVIENT SUJET OU L'ÉVOLUTION APRÈS 1970

La transformation d'un Etat belge unitaire en un Etat fédéral induit nécessairement une série de questions. L'étude du mouvement wallon devient en quelque sorte légitime. Dans un premier temps, on assiste dès lors à la parution de grandes synthèses et ce tant au nord qu'au sud du pays; comme s'il s'agissait d'inscrire dans

6. Mouvement wallon, in: *De taalstrijd hier en elders*, vol. 4, 1888, n° 10, pp. 299-304 (p. 299); aussi in: T. Coopman & V.A. Dela Montagne, *De taalstrijd hier en elders*, Antwerpen, 1890, vol. 5/6, pp. 14-19 (p. 14).

la durée les origines du processus de transformation de l'Etat. Côté flamand, relevons d'abord les quinze volumes de *Twintig eeuwen Vlaanderen* paru entre 1972 et 1979 et la première *Encyclopedie van de Vlaamse Beweging*. Les deux initiatives sont le reflet d'une historiographie militante même si un certain nombre d'historiens académiques y sont associés. Du côté wallon, la démarche paraît plus rigoureuse bien que pourtant plus tardive et sans doute plus marginale par rapport à l'évolution générale de l'historiographie. En effet, c'est au cours de la décennie 1970 que l'ensemble des universités francophones se sont associées et publient les six volumes de *La Wallonie, le Pays et les Hommes* dirigés par Hervé Hasquin pour la partie historique et par Jacques Stiennon et Rita Lejeune pour la partie culturelle. C'est à travers ces grandes synthèses que vont paraître les premières contributions significatives sur l'histoire du mouvement wallon, une tendance qui ira en se développant. Dès 1973, les éditions Privat de Toulouse publiaient, sous la plume de Léopold Genicot, une histoire de la Wallonie. Cet ouvrage se signale par son profil international particulier. Les éditions Privat sont en effet spécialisées dans l'histoire régionale, une spécificité qu'elles conservent d'ailleurs.

Cette tendance à produire des grandes synthèses se poursuit à l'occasion d'anniversaires de la Région wallonne. Ces ouvrages, destinés à 'populariser' la notion de Wallonie tiennent à la fois du processus d'affirmation, de consolidation et d'auto-encension d'une identité wallonne dans un contexte jugé fragile par des décideurs wallons.

L'histoire du mouvement wallon débutait donc véritablement, même si elle n'a jamais atteint l'ampleur des recherches menées sur l'histoire du mouvement flamand. Cela m'amène à évoquer les conditions de la production d'une historiographie scientifique et à m'étendre sur les difficultés rencontrées par les chercheurs qui veulent travailler sur l'histoire du mouvement wallon.

LE RÔLE DES UNIVERSITÉS

Qu'il s'agisse de l'histoire des femmes, de la Seconde Guerre mondiale ou de l'histoire des mouvements flamand et wallon, leur place dans l'enseignement universitaire nous semble un critère significatif pour jauger à la fois de leur caractère scientifique, de leur légitimité sociale et de leur inscription dans une histoire globale. S'agissant de l'histoire du mouvement wallon, force est de reconnaître que cette inscription a été tardive et est demeurée limitée: un seul cours d'histoire de la Wallonie et du mouvement wallon, créé à l'ULB en juin 1979. Il en va tout autrement pour les cours et les travaux initiés sur l'histoire du mouvement flamand. Comparaison n'est évidemment pas raison. Pour rester pertinent, il faut également prendre en compte l'évolution historique des deux mouvements, leur influence politique, sociale, culturelle et économique. Néanmoins, ce genre de comparaison est intéressant dans la mesure même où il porte aussi en lui une partie

de la réponse quant à la place respective de ces mouvements dans les sociétés dont ils se revendiquent. A travers la place laissée à l'histoire des mouvements wallon et flamand dans les universités se pose également la question du rôle des intellectuels dans le débat national et de leur engagement ou de leur intérêt scientifique pour l'histoire desdits mouvements. Bien évidemment, ce genre de constat est aussi lié à des individualités et aux générations d'étudiants formées par elles. On ne trouve pas d'équivalent, par exemple, à un Lode Wils du côté wallon. Mais, le phénomène dépasse de loin la seule personnalité du professeur émérite de la KULeuven, même si son rôle est essentiel parce que, grâce à sa position académique, il a pu stimuler la recherche mais aussi parce que ses prises de position ont, à leur tour, généré des 'contre-recherches'. Comme le soulignait Jo Tollebeek dans son article de synthèse sur l'historiographie du mouvement flamand⁷, l'impulsion de base n'a pas été le monopole de l'université de Louvain. Tant à Gand qu'à la VUB – essentiellement autour de l'équipe d'Els Witte –, des travaux ont été initiés et ont permis à la fois l'élaboration d'une historiographie scientifique, la prise en considération d'un matériel archivistique diversifié et le traitement de nouvelles questions. Les chiffres parlent d'évidence: sur base de la classification établie par Luc François⁸, la part des mémoires de licence consacrés à l'histoire du mouvement wallon et aux partis communautaires représente à peine un gros 5% de ceux consacrés aux mouvements flamands et aux partis nationalistes flamands⁹; pour les thèses de doctorat, le constat est un peu moins défavorable puisque la part consacrée à l'histoire du mouvement wallon représente un petit 20%. On est somme toute assez proche du constat formulé par Hervé Hasquin. Ces chiffres sont évidemment un minimum: il est clair que certains mémoires traitent du mouvement wallon ou du mouvement flamand sans avoir nécessairement été étiquetés comme tels par l'auteur. Mais ils nous semblent significatifs des grandes tendances et d'un constat global: l'absence d'encouragement systématique à entreprendre des recherches sur l'histoire du mouvement wallon dans les sections d'histoire des universités francophones. Car le constat est encore plus négatif si on y ajoute le fait que deux des sept mémoires repérés dans la rubrique *mouvements flamand et wallon* et portant sur l'histoire du mouvement wallon ont en fait été présentés dans des universités flamandes. Or, le rôle des universités est essentiel: à la fois en termes de légitimité, d'ouverture et d'investissement dans l'avenir. Pourquoi ce

7. J. Tollebeek, *Historiografie*, in: R. De Schrijver (dir.), *Nieuwe Encyclopedie van de Vlaamse Beweging*, Tielt, 1998, vol. 1, pp. 117-171.

8. L. François, *De vele gezichten van de nieuwste geschiedenis/Les multiples visages de l'histoire contemporaine*, dl. 3/t.3, Gent, 2003.

9. Calcul établi sur base des critères de Luc François à partir des rubriques *partis nationalistes flamands*, *partis régionalistes francophones*, la première et la deuxième guerres et les mouvements flamand et wallon. Il est évident que ces critères ne sont pas exhaustifs.

manque d'intérêt? Il est évidemment difficile de répondre à ce type de question. Pendant longtemps, les historiens qui occupaient des positions dominantes dans les départements d'histoire contemporaine, se sont montré fort peu intéressés par l'histoire du mouvement wallon et ce tant à l'ULB qu'à l'UCL ou à l'Université de Liège. On ne peut certainement pas considérer que l'ULB ait davantage délaissé le sujet que les universités établies en Wallonie. Aucune divergence significative ne s'observe en la matière entre la Wallonie et Bruxelles. Il convient cependant de souligner que c'est à l'UCL qu'a été soutenue la première thèse de doctorat consacrée à l'histoire du mouvement wallon à travers l'apport du catholique Elie Baussart.¹⁰ La genèse de cette étude s'inscrivait clairement dans l'évolution de la Belgique après la révision constitutionnelle de 1970 et posait la question du rôle de catholiques wallons ou francophones dans la lente maturation d'une conscience communautaire. Ce type même d'interrogation montre bien combien l'historien s'inscrit dans son époque. Il pouvait dès lors paraître logique que la fin de l'Etat unitaire suscite bien des questions quant aux conditions d'un tel changement. C'est, comme le constate Bruno De Wever, ce qui s'est effectivement passé côté flamand: "*De belangstelling aan de universiteiten voor het onderzoek over de Vlaamse beweging kende dus een versnellingsmoment tussen de splitsing van de KULeuven in oktober 1968 en de institutionalisering van de Vlaamse beweging met de installatie van de Vlaamse Raad in oktober 1980.*"¹¹ Or, force est de constater qu'on est loin de pouvoir faire un constat similaire pour les sections d'histoire des universités francophones. Certes, avant 1970, le sujet est quasiment inexistant mais on est loin d'une explosion de la recherche par la suite.

Le sujet était considéré comme quantité négligeable voire comme un 'non sujet' alors que pourtant l'histoire politique était relativement valorisée. Ce phénomène tient sans doute aussi à la difficulté d'être d'un mouvement wallon, du moins pour certaines périodes mais cela n'explique pas tout. D'autres phénomènes plus marginaux ont fait l'objet d'un intérêt soutenu. Cette absence d'intérêt tient aussi sans doute à l'idée que celui ou celle qui s'orientait vers ce type de sujet risquait d'y être assimilé et donc d'être qualifié d'historien militant. Cette absence pose aussi la question de la place de la Wallonie et des provinces wallonnes dans l'historiographie belge en général mais aussi de l'intérêt qu'elles suscitaient ou ne suscitaient pas. Peut-on établir des parallélismes entre ce relatif manque d'intérêt et la crise économique profonde qui traversait la Wallonie? Avec l'échec d'un parti spécifiquement

10. M. Libon, *Elie Baussart (1887-1965). L'identité wallonne et le mouvement wallon*, UCLouvain, thèse de doctorat en histoire, 1986.

11. B. De Wever, *De geschiedschrijving over de Vlaamse beweging*, in: G. Deneckere & B. De Wever (dir.), *Geschiedenis maken. Liber amicorum Herman Balthazar*, Gent, 2003, pp. 129-145 (citation pp. 129-130).

wallon? Ou, plus simplement, avec une histoire politique qui étudie encore alors plus volontiers le dix-neuvième siècle, soit une période où il n'est encore guère question du mouvement wallon.

LES REVUES SCIENTIFIQUES

Un autre élément essentiel dans l'encouragement à la recherche est l'existence de revues scientifiques de qualité. Du côté flamand, depuis 1981, la revue *Wetenschappelijke Tijdingen* se consacre exclusivement à l'histoire du mouvement flamand, relais sans équivalent du côté wallon. Certes, certaines revues telles *La Vie wallonne*, créée en 1920 et disparue en 1999, ou les *Enquêtes du Musée de la Vie wallonne*, qui ont vu le jour en 1924, ont édité de temps à autre des contributions sur l'histoire du mouvement wallon, voire même y ont consacré l'intégralité d'un numéro.¹² D'autres publications plus militantes, telle la *Nouvelle Revue wallonne*, ont également publié des contributions historiques qui, si elles ne peuvent être considérées comme des articles scientifiques stricto sensu, n'en constituent pas moins des documents sources extrêmement précieux. Mais il n'existe pas de véritable lieu de discussion scientifique qui publierait de manière régulière des contributions sur l'histoire du mouvement wallon. Disposer d'une revue ad hoc ne suffirait pas, car encore faut-il pouvoir l'alimenter. Les recherches demeurant limitées, il est en effet probable qu'une telle revue ne survivrait pas. Les articles consacrés à l'histoire du mouvement wallon trouvent dès lors place soit dans les revues générales, soit dans des revues militantes à prétention scientifique. La revue *Toudi* est l'une d'elles. Si elle comprend nombre de contributions historiques, il faut néanmoins constater qu'elle n'est pas véritablement un lieu de débat. Les publications qui ne correspondent pas à sa vision y sont véritablement excommuniées sans autre forme de procès. Il en va de même sur le forum Internet de la même revue. Le débat n'a pas véritablement lieu en dehors de formes très polémiques comme en témoignent, par exemple, la réaction de Philippe Destatte à la contribution de Jean-Philippe Schreiber dans l'ouvrage consacré aux mythes sur l'histoire de Belgique¹³, ou encore le pastiche des *Cahiers d'Histoire du Temps présent* reprenant un article de Micheline Libon sur la période 1912-1950¹⁴. La parution du dernier ouvrage d'Hervé Hasquin, au titre volontiers polémique, a encore renforcé ce

12. Voir par exemple J.-M. d'Heur & P. Gérin, Actes du colloque [...].

13. Voir J.-P. Schreiber, *Jules Destrée entre séparatisme et nationalisme*, in: A. Morelli, *Les grands mythes de l'Histoire de Belgique, de Flandre et de Wallonie*, Bruxelles, 1995, pp. 243-254, et la réponse de Philippe Destatte dans: P. Destatte, *Jules Destrée, l'antisémitisme et la Belgique: Lettre ouverte à tous ceux qui colportent des mythes éculés sur les Wallons et leur histoire*, Charleroi, 1995.

14. M. Libon, *Ceux qui veillent! De la 'séparation administrative' au fédéralisme (1912-1950): quête identitaire du Mouvement wallon?*, Namur, 1998 (*Cahiers d'Histoire du Temps perdu*, hors série).

climat.¹⁵ L'ensemble de ces indices nous confortent dans l'idée que l'on est loin d'une histoire apaisée. Les formes de cette discussion sont révélatrices d'un climat à fleur de peau qui n'est pas sans rappeler d'autres débats sur l'histoire d'autres mouvements d'émancipation.¹⁶ Les tensions entre historiens et militants et/ou historiens-militants ne sont en effet en rien l'apanage de l'histoire du mouvement wallon.

L'ACCÈS AUX SOURCES

Depuis 1949, c'est au Fonds d'Histoire du Mouvement wallon (FHMW) que revient en principe la mission de conserver les archives générées par les militants, les associations et les partis se revendiquant de ce courant. Les origines de l'institution procèdent d'un engagement militant, un constat qui ne se veut nullement négatif mais qui souligne combien les militants wallons ont eu à cœur de conserver, et ce très tôt¹⁷, les traces de leurs combats. Au départ, l'institution dépend de la Ville de Liège qui, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, est sans conteste la ville où bat le cœur du mouvement. Mais l'existence d'un lieu n'implique pas pour autant le démarrage de la recherche. Il faut dire que durant les décennies 1950 et 1960, l'histoire contemporaine ne s'aventure guère au vingtième siècle. Pour les historiens, les recherches apparaissent encore prématurées. Ce sont les années 1970 qui constituent le véritable démarrage. A partir de ce moment, les collections du Fonds d'Histoire ont été abondamment sollicitées. On peut évidemment se demander si les origines militantes de l'institution ont pu interférer dans les recherches. Dans son ouvrage consacré à Georges Thone, Hervé Hasquin écrit que *"des bruits convergents rapportent même que quelques personnalités liégeoises auraient aidé à l'«épuration» de dossiers"*, tout en ajoutant que l'on en reste au stade des rumeurs.

En l'espace d'une quinzaine d'années, le Fonds d'Histoire a déménagé à trois reprises; chaque déménagement supposant plusieurs mois de fermeture. Initialement gérée par la Ville, elle est passée ensuite dans le giron de l'Université de Liège qui, en avril 2002, décidait purement et simplement de se séparer de l'institution et résiliait donc la convention qu'elle avait signée avec la Ville. Aujourd'hui, la situation s'est quelque peu éclaircie. Les collections ont désormais

15. H. Hasquin, *Les séparatistes wallons et le gouvernement de Vichy (1940-1943). Une histoire d'Omerta*, Bruxelles, 2004.

16. L'histoire du mouvement flamand continue de faire l'objet de vives discussions et le débat scientifique, quelque peu d'arrière-garde, s'apparente encore parfois au règlement de compte comme en témoigne l'article de Jean Baerten et les réactions de Lode Wils et de Louis Vos dans un récent numéro de la *Revue belge de Philologie et d'Histoire*, vol. 79, 2001, n° 4, pp. 1255-1307.

17. On pourrait même faire remonter cette préoccupation à 1913, date de création du Musée de la Vie wallonne qui conserve également mais pas exclusivement des documents relatifs à l'histoire du mouvement wallon.

trouvé refuge à Ans dans un dépôt appartenant à la Province de Liège, nouvelle propriétaire des collections. Mais l'avenir demeure aléatoire: depuis janvier 2005, les archives sont consultables dans la salle de lecture du Musée de la Vie wallonne, ouverte seulement deux jours par semaine et dans des conditions peu favorables puisque chaque consultation impliquera un déménagement des dossiers et des documents de Ans vers le centre de la Cité ardente. Les péripéties qui ont accompagné cette liquidation et cette reprise sont révélatrices du manque d'intérêt à la fois d'autorités universitaires qui délaissent leur mission de recherche mais aussi du désinvestissement de certains pouvoirs publics en Wallonie.

Mais au-delà de ces dimensions institutionnelles et objectives, une partie du malaise ne provient-il pas aussi de la difficulté de dépasser le débat toujours présent et parfois stérile entre histoire et militantisme? S'il est en effet facile de reléguer dans le passé la question du militantisme, peut-on pour autant considérer qu'elle ne se pose plus aujourd'hui? En d'autres termes, l'histoire du mouvement wallon est-elle résolument sortie de cette ambiguïté entre histoire scientifique et histoire militante? La réponse se doit d'être nuancée.

Il convient tout d'abord de souligner le rôle important joué par les autorités régionales wallonnes comme support actif à la promotion de l'identité wallonne, une cellule a d'ailleurs été créée dans ce but par le Ministre-Président Robert Collignon en 1994. Dès lors, toute une série d'initiatives s'inscrivent dans cette perspective. Elles portent à la fois sur l'histoire de la Wallonie ou de faits qui se sont passés en Wallonie, d'une part, et sur l'histoire du mouvement wallon, d'autre part. Parmi les opérations "*destinées à renforcer la prise de conscience identitaire*", épinglons la célébration du cinquantième anniversaire de la bataille des Ardennes, l'hommage rendu aux prisonniers de guerre wallons, le cinquantième anniversaire du Congrès national wallon, le trentième anniversaire de la grève des femmes de la FN à Herstal, le cinquantième anniversaire des accords italo-belges de 1946.¹⁸ Il ne s'agit donc pas exclusivement de l'histoire du mouvement wallon mais bien d'insuffler une dimension wallonne à des événements qui n'ont jusqu'alors pas nécessairement été perçus comme tels. Au-delà des anniversaires, cette politique s'est également traduite par diverses publications, certaines accompagnant d'ailleurs les événements précités. Dans le même temps, une valise pédagogique destinée aux enseignants était réalisée et mise gratuitement à la disposition des intéressés. De même, la parution de *l'Encyclopédie du Mouvement wallon* doit-elle aussi beaucoup aux efforts des ministres-présidents wallons successifs. L'investissement est donc significatif, continu et visible. Lorsque le politique s'intéresse à l'histoire,

18. Voir la préface de Robert Collignon à l'ouvrage de P. Dupuis, J.-E. Humblet & R. Collignon, *Un siècle de mouvement wallon: 1890-1997*, Gerpennes, 1998.

il le fait généralement dans une perspective de valorisation. Le mouvement wallon n'échappe pas à la tendance: l'identité wallonne qui se doit d'être privilégiée, selon Robert Collignon, n'est ni nationaliste, ni chauvine, ni sectaire. Mais il faut néanmoins "*mettre la Wallonie dans la tête des Wallons*".¹⁹ L'histoire du mouvement wallon qu'il évoque, privilégie dès lors des faits jugés positifs, les luttes sociales, l'antifascisme, la Résistance, l'anti-léopoldisme et la marche vers le fédéralisme. Une histoire qui n'est sans doute pas celle dans laquelle s'inscrivent tous les Wallons mais les plus réticents ne sont-ils pas des francophones nostalgiques de la Belgique unitaire?

Pourtant subsiste l'idée d'une histoire négligée, niée dans sa légitimité et absente des programmes scolaires.²⁰ Impossible de trancher cette question car les programmes d'histoire actuels laissent aux enseignants une grande liberté pédagogique et leur permettent donc d'envisager cette histoire de la Wallonie. Mais liberté pédagogique n'est pas impératif identitaire!

Ces initiatives volontaristes sous-tendent évidemment la question de l'indépendance de la recherche. L'Institut Jules Destrée constitue le partenaire privilégié du gouvernement wallon. C'est lui qui a été la cheville ouvrière de la plupart des initiatives citées mais surtout le porteur d'un plus vaste projet: *l'Encyclopédie du Mouvement wallon*.

L'“ENCYCLOPÉDIE DU MOUVEMENT WALLON”

C'est évidemment à travers la récente *Encyclopédie du Mouvement wallon* que se posent de manière ténue les rapports entre histoire et militantisme. C'est en effet dans ce double ancrage – démarche historique et démarche citoyenne – que s'inscrit le long projet de *l'Encyclopédie*. Elle constitue un instrument de travail indispensable, fruit de longues années de recherches et aboutissement d'efforts budgétaires importants. Il ne s'agit pas de procéder ici à une analyse systématique de *l'Encyclopédie* à laquelle nous avons nous-même participé. Ses auteurs sont principalement des historiens mais y figurent également des journalistes et des militants. Instrument indispensable et incontournable, elle est l'occasion d'un bilan qui permet à la fois de souligner les acquis et ceux de l'historiographie sur le mouvement wallon en général mais aussi de souligner les lacunes et d'ouvrir d'autres pistes de réflexion et perspectives de recherche.

19. R. Collignon, *La Wallonie, une Région et des Hommes*, préface de l'ouvrage R. Collignon, F. Joris & N. Archambeau, *Wallonie: Atouts et références d'une région*, Namur, 1995, pp. 11-14 (citation p. 14).

20. Voir, par exemple, P. Destatte, *La Wallonie dans l'enseignement de l'Histoire*, in: *Oser être Wallon! Ouvrage collectif sur l'identité wallonne à l'initiative de J.-Cl. Van Cauwenberghe*, Gerpinnes, 1998, pp. 45-53. On retrouve cette même affirmation dans le récent *Manifeste pour une Wallonie maîtresse de sa culture, de son éducation et de sa recherche*, 2003, in: <http://wallonie.apinc.org>.

On l'a souvent écrit, les premières associations militantes sont nées à Bruxelles... et en Flandre et elles sont le fait de Wallons qui s'y sont établis pour des raisons professionnelles. Leurs parcours, leur militantisme et leur engagement ont fait l'objet d'études fouillées et le sujet ne semble plus guère devoir receler de révélations nouvelles.²¹ Cette naissance extérieure à l'espace wallon fait d'emblée surgir une série de questions. Comment faut-il qualifier ce mouvement? La première ligue wallonne de Bruxelles a vu le jour en 1882. Mais est-il légitime d'utiliser déjà l'étiquette de mouvement wallon: la question est ouverte par Destrée lui-même qui souligne "qu'à cette époque, l'esprit de clocher et le particularisme sont tellement prédominants qu'il est presque exagéré de parler d'un mouvement wallon".²² Si des ligues ou associations wallonnes naissent également en Wallonie à la veille des années 1890, c'est à Bruxelles qu'elles sont les plus nombreuses et les plus structurées. Il y a là la source d'un des enjeux essentiels qui traverse toute l'histoire du mouvement wallon, celui de ses rapports avec Bruxelles. Cette question pose tout le problème de l'identité du mouvement wallon, de son profil et de ses priorités. Une question qui reste controversée tant il est vrai que l'*Encyclopédie* a tendance à minimiser cette dimension linguistique et l'enjeu bruxellois.

Si on poursuit l'évolution chronologique jusqu'à la Première Guerre mondiale, on se retrouve confronté à d'autres moments clés dans l'histoire du mouvement wallon: 1905 avec la tenue d'un grand Congrès wallon et surtout 1912 avec *La Lettre au Roi* et la création de l'Assemblée wallonne. Si l'histoire de l'Assemblée peut se faire à partir de sa revue, *La Défense wallonne*, force est de constater qu'on la connaît mal de l'intérieur. On ignore quasiment tout des rapports de force entre les différents courants, le mode de recrutement des délégués, leur participation effective aux travaux de l'Assemblée. Nous ne savons toujours pas grand-chose non plus des rapports entre l'Assemblée et les partis politiques. Les parlementaires qui en étaient membres rendaient-ils des comptes à leur parti respectif ou agissaient-ils en électrons libres? Lors de la lutte contre le projet de loi sur l'emploi des langues en matière administrative de 1921, l'Assemblée agit manifestement comme un groupe de pression, mobilisant les parlementaires et les autorités communales. Mais qu'en est-il à propos d'autres projets contestés par le mouvement wallon?

Il est clair aujourd'hui que le silence prudent de la Première Guerre mondiale n'est nullement synonyme d'inactivité. On savait déjà, grâce aux travaux de Jean-Pierre Delhaye²³, que certains militants s'étaient fourvoyés dans l'activisme

21. R. Van Alboom, *Aspecten van de Waalse Beweging in Brussel (1877-1914)*, Brussel, 1982, pp. 3-106 (Taal en Sociale Integratie, nr. 6), et C. Kesteloot, *L'obstacle. Entre fédéralisme et liberté linguistique: le mouvement wallon et Bruxelles (1912-1965)*, ULBruxelles, thèse de doctorat en histoire, 2001.

22. J. Destrée, Un programme wallon, in: *Le Flambeau*, novembre 1919, p. 633.

23. Voir J.P. Delhaye, *Activisme*, in: P. Delforge, P. Destatte & M. Libon (dir.), *Encyclopédie du*

et qu'ils avaient subi les conséquences de cet acte au lendemain du conflit, non seulement sur le plan judiciaire mais également sous forme d'exclusion temporaire ou définitive des instances du mouvement wallon.²⁴ Mais cette histoire se doit non pas d'être envisagée isolément mais bien traitée dans une perspective globale. Des réunions plus ou moins clandestines ont eu lieu, des projets ont circulé, des hommes se sont mobilisés.²⁵ Or, ces actions doivent se comprendre à la lumière de la situation générale de la Belgique en guerre, de la crainte d'un mouvement flamand qui, d'une part, dans son aile activiste bénéficie de la mansuétude des Allemands et, d'autre part, à travers l'exil aux Pays-Bas ou au sein du gouvernement du Havre possède des relais puissants. En effet, du côté flamand aussi, circulent des projets de réforme des structures de l'Etat. N'y a-t-il pas des parallèles à établir entre les prises de position de militants flamands réfugiés aux Pays-Bas et certains des projets qui ont circulé côté wallon? Si le mouvement flamand fait peur aux autorités belges, en ce compris le roi, on craint aussi de voir un mouvement wallon formuler à son tour des griefs s'il venait à considérer que des concessions sont faites au mouvement flamand. Certains militants wallons informent des ministres ou l'entourage royal de l'évolution des esprits dans le sud du pays. Cette stratégie n'est cependant pas à sens unique puisque les autorités s'intéressent elles aussi à ce qui se pense et surtout à ce qui pourrait mettre en péril la sacro-sainte unité belge. Cette perspective permet aussi de mieux comprendre l'attitude du mouvement wallon au sortir de la Grande Guerre et le vent de radicalisme qui souffle en 1919.

A partir de l'entre-deux-guerres, l'histoire du mouvement wallon est mieux connue. Les fonds d'archives sont plus abondants et les travaux plus conséquents. En 1980, Alain Clara menait à terme un excellent mémoire sur *La presse d'action wallonne*. Ses recherches complétées par celles d'Arnaud Pirotte trouvent largement leur place dans *l'Encyclopédie*. L'entre-deux-guerres est une période particulièrement intéressante car c'est là que s'opère clairement le ralliement du mouvement au fédéralisme tout en voyant se maintenir en parallèle un courant unioniste qui reste très développé parmi les militants de Bruxelles. Les années trente se caractérisent aussi par des combats dont le mouvement pourra ultérieurement s'enorgueillir: dénonciation de la politique d'indépendance, lutte

Mouvement wallon [...], t. 1, pp. 22-26, et A.-F. Degeye, *Répression des collaborateurs et "activisme wallon": conséquences de la Première Guerre mondiale dans la Province de Namur*, UCLouvain, mémoire de licence en histoire, 1998.

24. C. Godefroid, "Frères d'armes en cette courte campagne". La correspondance échangée par Oscar Colson et Arille Carlier entre 1919 et 1925, in: *La Vie wallonne*, vol. 68, 1994, n°425-428, pp. 5-200.

25. Voir C. Kesteloot, *Séparation administrative et Première Guerre mondiale: le patriotisme des militants wallons*, in: S. Jaumain & M. Amara (dir.), 14-18. *Une Guerre totale* (à paraître).

contre la neutralité, credo antifasciste même si, évidemment, la réalité est sans doute plus nuancée. L'Assemblée wallonne accueille en son sein des rexistes; certaines associations wallonnes de Bruxelles ont même vu en Rex l'espoir d'une planche de salut. Une ambiguïté qui est largement absente de l'*Encyclopédie*.

La période de la Seconde Guerre mondiale a été étudiée dans le mémoire de licence de Marie-Françoise Gihousse. Avant cela, plusieurs historiques sur les divers groupements actifs dans la clandestinité avaient déjà été publiés dans la *Nouvelle Revue wallonne*. C'est une histoire complexe comme toutes les histoires de la clandestinité et ce à plusieurs titres. Comme pour beaucoup d'autres mouvements, nombre de témoins sont décédés avant d'avoir été interviewés. Mais si ce constat est général, il est encore plus vrai pour l'histoire d'un mouvement qui a été relativement ignoré. L'histoire du mouvement wallon clandestin ne s'est pas faite avant les années 1980, si l'on excepte les quelques pages pionnières que lui consacraient José Gotovitch et Jules Gérard-Libois dans *L'An 40*. Histoire complexe aussi parce que le mouvement wallon a été tenu en suspicion par d'autres mouvements de résistance et par les instances belges de Londres. Certains allaient jusqu'à s'interroger sur le caractère résistant de cet engagement. Toucher aux valeurs sacrées de la patrie ne pouvaient, aux yeux de certains résistants, qu'être une œuvre anti-patriotique et donc nécessairement téléguidée par l'occupant. Histoire complexe toujours parce qu'aujourd'hui certains intègrent volontiers au mouvement wallon toutes les formes de résistance qui se sont développées en Wallonie, du patriotisme belge à l'antifascisme de gauche en passant par le combat des militants wallons. On a parfois assisté à de subtiles confusions entre des résistants wallons et des résistants actifs en Wallonie. Histoire complexe enfin parce que certains aspects ont longtemps relevé du secret et donnent dès lors aujourd'hui lieu à la polémique comme en témoigne l'ouvrage d'Hervé Hasquin sur l'engagement vichyste de Georges Thone. La parution de l'ouvrage *Les séparatistes wallons et le gouvernement de Vichy (1940-1943)* mérite que l'on s'y arrête à la fois pour son contenu mais aussi du fait de la campagne de presse qui l'a accompagnée. Ces deux aspects sont révélateurs du caractère polémique dans lequel s'inscrit encore l'histoire du mouvement wallon et du caractère controversé qu'il conserve auprès des médias et d'une certaine opinion. Jamais un livre consacré à l'histoire du mouvement wallon n'a bénéficié d'une telle couverture médiatique allant jusqu'à faire la une du quotidien bruxellois *Le Soir*. Il est d'ailleurs rare qu'un livre d'histoire, quel qu'il soit, ait à ce point les honneurs des médias. Cette couverture est évidemment liée à la personnalité de l'auteur: historien spécialiste de l'histoire de la Wallonie et du mouvement wallon certes mais surtout, au moment de la publication, Ministre-Président en exercice de la Communauté française. Pour l'Académie royale de Belgique qui a édité l'ouvrage, jamais sans doute une de ses publications n'a connu un tel écho ni un tel tirage. Les titres de la presse ont sans conteste dû capter

l'attention des lecteurs: *Séparatistes jusqu'à l'extrême*²⁶, *Maréchal, voilà les Wallons*²⁷, *Les 'collabos' wallons*²⁸. Mais ce parfum de scandale n'a-t-il pas initialement été alimenté par l'auteur lui-même qui n'a pas craint de sous-titrer son ouvrage *Une histoire d'Omerta*, utilisant ainsi une terminologie d'essence mafieuse pour évoquer ce qui, à ses yeux, n'est autre qu'une loi du silence ayant occulté pendant plus d'un demi-siècle *"un épisode peu glorieux du Mouvement wallon pendant la Seconde Guerre mondiale"*. De quoi s'agit-il, brièvement? Hervé Hasquin relate les prises de position, les pratiques politiques, les aides perçues et les liaisons entretenues par Georges Thone et quelques autres avec des responsables de Vichy. La chose était déjà partiellement connue. Ce que révèle Hervé Hasquin, c'est l'importance et la durée des contacts ainsi que l'existence d'un réseau d'obligés qui, recevant des aides financières durant leur séjour en France grâce à l'influence de Thone, n'ont forcément guère eu envie après la guerre ni de dévoiler leur propre comportement, ni de dénoncer le rôle de Thone. L'ouvrage montre aussi jusqu'où Thone était prêt à aller, faisant une déclaration d'aryenneté en avril 1943, dénonçant les 'attentats' de la résistance et clamant son attachement au Maréchal. Deux questions accompagnent la démonstration: quelle était la nature des contacts de Thone avec les militants wallons demeurés en Belgique et pourquoi y a-t-il eu silence sur le comportement de Thone après la guerre? En filigrane, cette attitude peu recommandable jetterait-elle le discrédit sur le mouvement wallon dans son ensemble? Au bout du compte, mouvement wallon et mouvement flamand se seraient-ils également discrédités durant l'occupation? Si Hervé Hasquin ne procède pas à l'amalgame, il souligne néanmoins la vulnérabilité du mouvement wallon. A la parution de l'ouvrage, la presse, elle, jette le discrédit sur l'ensemble du mouvement wallon. On peut lire sous la plume de Paul Vaute: *"Si la dérive des extrémistes flamingants sous l'occupation allemande est connue comme Barabas à la Passion, il serait difficile d'en dire autant des tentatives symétriques initiées au sud de la frontière linguistique pour tirer aussi profit de la nouvelle donne."* Quant à Lode Wils, la lecture de l'ouvrage d'Hasquin l'amène à conclure que La Wallonie libre n'a pas appuyé de Gaulle *"zoals in de mythe verhaald wordt maar achter 'het eeuwige Frankrijk' waar zowel Pétain als De Gaulle toebehoorden"*.²⁹ Le doute est semé et Lode Wils n'hésite pas à franchir un pas supplémentaire, laissant entendre que la démarche de La Wallonie libre devait être du goût de l'occupant puisque de nature à susciter la division de la Belgique, laissant entendre que militants wallons et communistes auraient bénéficié de ce fait d'une certaine mansuétude.³⁰

26. C. Laporte, in: *Le Soir*, 23 janvier 2004.

27. P. Vaute, in: *La Libre Belgique*, 27 janvier 2004.

28. Interview d'Hervé Hasquin par Isabelle Philippon dans *Le Vif/L'Express*, 23 janvier 2004.

29. L. Wils, *Wanneer, en in hoever, is de Waalse beweging Waals geworden?*, in: *Wetenschappelijke tijdingen*, vol. 63, 2004, n° 3, pp. 166-179 (citation p. 176).

30. *"Die [de bezetter] zag vermoedelijk met genoegen dat ze [La Wallonie libre] de Belgen ver-*

Au-delà de la période de guerre, y a-t-il eu *omerta*? Durant la guerre déjà, les démarches de Thone ont été dénoncées... dans la presse collaborationniste avant d'être ensuite épinglées par le publiciste Jo Gérard, par *La Gazette de Liège* durant l'été 1945, par des parlementaires catholiques et divers hommes politiques du nord du pays. Pour les parlementaires catholiques, il s'agit de se servir de Thone pour jeter le discrédit sur le mouvement wallon d'après-guerre et donc aussi sur ses relais politiques. Dans le nord du pays, la dénonciation des agissements de Thone s'inscrit dans un contexte autre: il s'agit de prouver que les 'traîtres' wallons ont été épargnés alors que la répression s'est acharnée contre les Flamands. Le cas Thone ne pouvait donc être ignoré même si la durée de ses rapports avec Vichy était, elle, inconnue. La justice belge s'est d'ailleurs elle aussi intéressée à l'imprimeur liégeois avant de classer le dossier sans suite. Les militants wallons n'ont d'ailleurs pas été les seuls à continuer à trouver Thone fréquentable. N'est-ce pas lui également, imprimeur dont les talents professionnels étaient reconnus de tous, qui a sorti de ses presses, après la guerre, les brochures de la Commission des Crimes de Guerre créée sous l'égide du Ministère de la Justice! Il est vrai aussi que la manière dont le régime de Vichy était alors analysé, divergeait fondamentalement des études menées dans le sillage de Robert Paxton et de son livre *La France de Vichy* paru en 1973. Du côté des historiens belges, Marie-Françoise Gihousse, Jacques Willequet, Francis Balace et Alain Colignon, Jan Velaers et Herman Van Goethem et, enfin, Catherine Lanneau s'étaient déjà largement penchés sur le cas de Thone et avaient montré toute l'ambiguïté de son attitude. Mais, est-il besoin de le souligner, leurs travaux n'ont pas eu les mêmes échos médiatiques...

Mais revenons-en à l'étude générale du mouvement wallon durant la guerre. Les grandes lignes sont désormais connues même si, nous l'avons souligné, certains groupements n'ont pas encore été étudiés de manière approfondie. C'est sans doute le militant de base qui demeure le moins connu. Ainsi, par rapport aux membres de la Wallonie libre clandestine à Bruxelles, moins d'un quart font l'objet d'une notice dans *l'Encyclopédie*.³¹ Militants de l'ombre, militants de l'oubli? Ils sont incontestablement les plus difficiles à cerner et ce constat vaut sans doute pour l'ensemble de la Wallonie. L'historien sait qu'il ne pourra jamais tout appréhender, tout retrouver.

Plus on s'inscrit dans le contemporain, plus les sources abondent. Mais l'abondance ne facilite pas toujours la tâche car, avec elle, vient l'heure des choix et des renoncements. L'histoire du mouvement wallon d'après-guerre nous est connue

deelden, en liet ze heel de oorlog door begaan, zoals hij aanvankelijk ook de communisten liet begaan.": L. Wils, Wanneer [...], p. 174.

31. Ce constat est établi sur base des membres de l'asbl La Wallonie clandestine, créée en 1949. Pour en devenir membre, il fallait attester d'une activité clandestine antérieure à juin 1944.

dans ses facettes les plus classiques: congrès national wallon, participation du mouvement wallon à la lutte contre Léopold III, mobilisation wallonne à travers le Mouvement Populaire Wallon (MPW) et formation des partis wallons. Toutes ces questions avaient déjà faits l'objet de travaux et se retrouvent en bonne place dans l'*Encyclopédie*.

Au-delà de ces apports que nous venons d'esquisser, l'*Encyclopédie* laisse aussi des questions essentielles en suspens. Son approche est surtout tournée vers l'intérieur. Or, aucun acteur, aucun mouvement n'évolue en vase clos. Aucune notice n'est consacrée aux rapports entretenus par le mouvement wallon avec l'Etat 'Belgique'. Or ces rapports sont fondamentaux pour comprendre comment on est passé d'un mouvement attaché à la Belgique francophone – représenté à travers l'idéal-type de 1830 – à un mouvement aux multiples visages: régionaliste, fédéraliste, indépendantiste et rattachiste. De même, la question des rapports entre mouvement wallon et mouvement flamand est totalement absente. On sait pourtant combien les identités se construisent à travers des jeux de miroirs où le regard et la perception de l'autre sont essentiels pour construire sa propre identité. S'il n'y a pas de notice consacrée spécifiquement au mouvement flamand ou aux rapports entre mouvements flamand et wallon, il y a pourtant une vision implicite qui traverse l'*Encyclopédie*, celle d'un mouvement flamand étouffoir des aspirations wallonnes, conservateur, nationaliste avec toute la connotation négative que ce terme charrie dans l'esprit des concepteurs de l'entreprise. Cette conception mériterait à tout le moins d'être analysée pour l'ensemble des périodes étudiées. Le mouvement flamand – si tant est que l'on puisse parler du mouvement comme d'un ensemble monolithique – de la fin du dix-neuvième siècle n'a pas le même profil qu'en 1940 ou en 1960, par exemple. Au-delà de l'*Encyclopédie*, cette question des influences réciproques entre mouvement wallon, mouvement flamand, identité belge, identité francophone reste largement posée. Peu de chercheurs travaillent parallèlement sur l'ensemble des phénomènes. Il me semble pourtant qu'une telle histoire croisée permettrait de mieux comprendre certaines évolutions. L'étude de l'élaboration de la législation linguistique de 1932 en offre un bel exemple.

Un autre groupe largement absent tant de l'*Encyclopédie* que de l'histoire du mouvement wallon en général et qui a pourtant pesé dans la formulation d'un discours wallon est celui des francophones de Flandre. Lorsque Destrée quitte l'Assemblée wallonne, il le fait alors que cette instance continue "*de défendre avec la plus extrême énergie la culture française en Flandre*".³² Or, tous les membres de l'Assemblée wallonne figurent eux bel et bien dans l'*Encyclopédie* y compris quelques francophones de Flandre.

32. P. Destatte, *Jules Destrée*, in: P. Delforge, P. Destatte & M. Libon (dir.), *Encyclopédie du Mouvement wallon [...]*, t. 1, pp. 483-490 (citation p. 488).

L'*Encyclopédie* apparaît comme l'exemple le plus abouti de cette histoire qui se veut à la fois historique et citoyenne. Certaines dimensions du passé du mouvement wallon y sont reconsidérées à travers une terminologie et un mode d'action contemporains. Ainsi en est-il de la dimension linguistique. Dans sa définition du mouvement wallon, Paul Delforge insiste "*sur l'affirmation politique de la Wallonie*" ajoutant plus loin "*les défenseurs de la langue et de la civilisation françaises se confondent avec les défenseurs d'une Wallonie considérée comme seule capable de redresser son économie et de préserver ses libertés.*" Sur la base de cette définition, on peut s'interroger sur les débuts du mouvement et sur la place d'un combat qui s'est longtemps confondu – pas de manière exclusive certes mais malgré tout de façon dominante – avec la défense de la langue française. D'autres acteurs politiques demeurent largement absents de l'*Encyclopédie*. Si les partis wallons y figurent en bonne place, le rôle des partis traditionnels y est peu développé. Or, c'est pourtant à travers leur engagement que peut se comprendre la difficulté de relais des revendications du mouvement. Il aurait été particulièrement intéressant d'aborder l'attitude des partis libéral et socialiste, les plus proches dans la durée du mouvement wallon. Il va sans dire que la question de la scission de l'ensemble des partis traditionnels est également une question qui aurait mérité de longs développements. Force est de constater les lacunes en ce domaine. La place de la question nationale au sens large dans les formations politiques est certainement l'une de celles qui devrait être traitée prioritairement si l'on veut mieux comprendre le rôle politique du mouvement wallon. Or, c'est précisément cette affirmation politique qui est au cœur de la démarche des initiateurs de l'*Encyclopédie*.

QUELS DÉFIS POUR DEMAIN?

Bruno De Wever constate qu'après l'explosion qui a embrasé la recherche sur l'histoire du mouvement flamand à partir des années 1970, l'évolution serait plus contrastée aujourd'hui, un mouvement qu'il met en parallèle avec le déclin de l'histoire politique, l'institutionnalisation de la fracture communautaire et l'admission à l'éméritat de quelques professeurs particulièrement actifs en matière d'histoire du mouvement flamand.³³ Du côté wallon, le mouvement des recherches – déjà moindre – s'est lui aussi plutôt ralenti. Le gros des mémoires réalisés sur l'histoire du mouvement wallon est centré sur les décennies 1980 et 1990. Certes, on peut y voir un effet détourné de l'annonce puis de la parution de l'*Encyclopédie*. Difficile d'entamer des recherches dès lors que l'on sait qu'une synthèse essentielle est en préparation et qu'elle va bouleverser les connaissances jusqu'alors acquises. Du côté flamand, on peut sans doute aussi formuler ce constat. La nouvelle édition de la *Nieuwe Encyclopedie van de Vlaamse Beweging* peut aussi apparaître comme un

33. B. De Wever, *De geschiedschrijving [...]*, p. 130.

frein à la recherche. Car il faut en effet du temps pour digérer les nouvelles connaissances qu'apportent ces deux encyclopédies et il faut aussi laisser le temps de la lecture critique de leur contenu. Mais le phénomène est sans doute plus profond. D'abord parce que la nouvelle génération de chercheurs et d'enseignants dans les universités semble sans doute moins intéressée par l'histoire politique en général et par l'histoire du mouvement wallon en particulier. Un rapide tour d'horizon, à l'heure des grands changements intervenus dans les formations universitaires dans la foulée des accords de Bologne, nous permet de constater que les cours consacrés de manière spécifique à l'histoire de la Wallonie restent rares. L'UCL dispense un cours bisannuel portant sur *"l'histoire de la Wallonie, spécialement de la Wallonie moderne et contemporaine"*, l'Université de Liège propose différents cours sur l'histoire culturelle et littéraire de la Wallonie; l'ensemble des universités francophones ont uni leurs efforts dans l'organisation, à Namur, d'un *"diplôme d'études complémentaires en culture et civilisation de la Belgique francophone"* où l'histoire de la Wallonie est envisagée. L'histoire de Belgique fait, quant à elle, l'objet d'un cours spécifique à l'ULB et à l'Université de Liège mais plus à l'UCL. Là encore, les intitulés de cours ne disent pas tout mais ils constituent un indicateur significatif. L'intérêt plus marqué que semble consacrer l'UCL à l'histoire de la Wallonie, comparée aux autres universités, est peut-être lié aux circonstances mêmes de sa création et à l'impact que cet événement a pu avoir sur ceux qui y étaient alors étudiant(e)s.

Sur un plan plus pratique, les recherches ont été rendues extrêmement difficiles par la situation chaotique du Fonds d'Histoire du Mouvement wallon. Mais au-delà de ces difficultés, il faut sans doute creuser plus encore pour essayer de comprendre ce qui peut passer pour un certain déclin d'intérêt. De toute évidence, après avoir connu un regain durant la décennie 1990, l'histoire des identités nationales connaît un certain repli. La masse des ouvrages théoriques et les nombreux débats qu'ils suscitent ne sont pas toujours de nature à encourager les recherches de terrain.

L'espace wallon apparaît certes comme une évidence dès lors qu'il s'agit de définir un terrain de recherches encore qu'on le dissimule (encore) trop souvent sous l'expression de 'Belgique francophone', une appellation qui, en soi, en dit déjà beaucoup sur la difficulté de définir l'espace wallon et de le considérer dans sa légitimité. Les liens entre historiographie et militantisme wallon servent sans doute de repoussoir à certains qui craignent les sirènes d'un nouveau déterminisme. Le climat polémique qui accompagne certaines publications n'incline sans doute pas non plus à persévérer dans cette voie. Cette question de la légitimité d'un mouvement wallon se doit d'être posée. Aujourd'hui, il n'est plus que l'ombre de ce qu'il a été mais, dans le même temps, la Région wallonne et les compétences qui sont les siennes se doivent d'être analysées au regard du combat mené par les militants wallons. Ce combat ne suscite guère d'intérêt et pourtant il appelle des

questions essentielles sur les facteurs et acteurs de changements dans un régime démocratique, sur les modalités d'un fédéralisme et sa difficulté de fonctionner.

Ce déclin de l'histoire des mouvements peut sembler paradoxal à l'heure où sur le plan international se sont multipliées les revues portant spécifiquement sur des questions d'identité et d'ethnicité. La place du mouvement wallon y est, de manière générale, très faible. Peu de recherches sont portées sur le plan international. Sans doute la question pourrait-elle être élargie à la place qu'occupent – ou n'occupent pas – les historiens francophones dans un monde international dominé par l'anglais. Des efforts ont pourtant été faits pour accroître la visibilité internationale de l'histoire du mouvement wallon. Dans la synthèse éditée par Kas Deprez et Louis Vos³⁴, plusieurs contributions portent explicitement sur le mouvement wallon. De même, dans une perspective de visibilité sans doute, certaines des contributions publiées dans le volume *L'idée fédéraliste dans les Etats-Nations. Regards croisés entre la Wallonie et le monde* sont rédigées en anglais.³⁵ Mais l'effort demeure clairement insuffisant. Il nous semble significatif de constater, à l'instar de Maarten Van Ginderachter, combien l'histoire du mouvement wallon demeure peu sensible au renouveau théorique qui a encadré les recherches sur le nationalisme et les identités nationales ces vingt dernières années.³⁶ L'histoire du mouvement wallon demeure pour l'essentiel d'une facture assez classique, loin des changements qui ont touché certaines recherches. Les dimensions culturelles, par exemple, demeurent encore relativement peu développées ou alors le sont incidemment dans des travaux a priori moins ciblés sur la dimension wallonne. La liaison entre projet culturel et engagement wallon reste encore largement en friche. Quel est l'imaginaire du militant wallon et en quoi cet imaginaire a-t-il été source de mobilisation?

Mais la question essentielle qui demeure est sans conteste celle des rapports entre le mouvement wallon et la société dont il se revendique. En d'autres termes, comment et à partir de quand les citoyens vivant en Wallonie se sont-ils reconnus à travers lui? Pourquoi le sentiment wallon a-t-il été si lent à s'éveiller. Peut-il être considéré comme le porte-parole légitime de l'opinion wallonne? A travers quels combats et pour quelles périodes? Autrement dit: y a-t-il une véritable légitimité

34. K. Deprez & L. Vos (eds.), *Nationalism in Belgium. Shifting Identities, 1780-1995*, Basingstoke, 1998. Ce volume a également paru en néerlandais: K. Deprez & L. Vos (red.), *Nationalisme in België. Identiteiten in beweging*, Antwerpen, 1999.

35. P. Destatte (dir.), *L'idée fédéraliste dans les Etats-nations. Regards croisés entre la Wallonie et le monde*, Bruxelles-Charleroi, 1999.

36. M. Van Ginderachter, *Communautaire breuklijnen en de from below-aanpak in de historiografie van de Vlaamse beweging*, in: *Nationale bewegingen en geschiedschrijving. Acta van het colloquium over de geschiedschrijving van de Vlaamse beweging en van andere nationale bewegingen in Europa*, Antwerpen, 2005, pp. 81-90.

du mouvement wallon? Y a-t-il une identité wallonne en dehors de celle portée par les militants wallons? Est-ce un combat cimenté par une identité linguistique? Une identité culturelle? Des enjeux économiques? Et comment faut-il à travers ces identifications appréhender la question des rapports de la Wallonie et de Bruxelles et la question, tout aussi essentielle, des rapports de la Wallonie avec l'espace belge et l'identité belge. Ce sont là des questions essentielles et incontournables qui dépassent le champ historique et qui appellent à de vastes recherches globales. Les poser ne signifie nullement nier le mouvement wallon et son rôle en tant qu'acteur historique. Mais ce n'est qu'en y répondant que l'on pourra enfin mesurer le poids et la légitimité historique et politique du mouvement wallon.

Chantal Kesteloot is doctor in de geschiedenis. Zij is werkleidster in het Studiecentrum Oorlog en Maatschappij (SOMA) in Brussel en wetenschappelijk medewerkster aan de ULB. Zij publiceerde talrijke bijdragen en werken over de geschiedenis van de Waalse beweging. Andere themavelden zijn het vraagstuk Brussel, de herinnering van de oorlog en het amnestievraagstuk, nationalisme en nationale identiteit en de geschiedenis van het clandestiene socialisme.

SAMENVATTING

De historiografie van de Waalse beweging

CHANTAL KESTELOOT

Hervé Hasquin stelde meer dan twintig jaar geleden vast dat de geschiedenis van de Waalse beweging nog diende geschreven te worden. Vandaag dient die vaststelling op zijn minst genuanceerd te worden. Het onderzoek en de publicaties hebben zich vermenigvuldigd. Dat fenomeen kan gemakkelijk verklaard worden. Vele onderzoekers hebben geprobeerd de premissen voor de hervorming van de Belgische staatsstructuur te analyseren, de rol van de actoren te beschrijven, de evolutie van de machtsverhoudingen te meten. Bij die nationale dimensie voegt zich een internationaal klimaat waarin een reeks staten uit elkaar zijn gespat, naast de opkomst van het nationalisme, langs democratische weg maar ook op gewelddadige wijze. De pogingen om nationalisme te definiëren, met het opstellen van typologieën, hebben bijgedragen tot het uitwerken van theoretische modellen die de gevallenstudies gevoed hebben.

Wat de historiografie van de Waalse beweging betreft, is de vooruitgang aanzienlijk. Dat betreft zowel de actoren – enkele stevige biografieën laten vandaag toe om hoogte te krijgen van de belangrijkste verantwoordelijken –, de organisaties, de oorlogen en de *lieux de mémoire*. Andere terreinen liggen echter nog braak. Dat betreft bv. de nochtans fundamentele vraag naar de interactie van de Waalse beweging en de politieke besluitvormers: wanneer, rond welke strijdpunten en onder welke omstandigheden, heeft de Waalse beweging kunnen wegen op de besluitvorming? Die vraag kan anders gesteld worden: hoe heeft de Waalse overtuiging van sommige militanten zich vertaald toen zij politieke verantwoordelijkheid droegen. In hoeverre bv. heeft het Waalse engagement van een Destrée ge-

wogen op zijn daden als minister van Kunst en Wetenschappen? Hoe moet men de houding van een Bovesse begrijpen in fundamentele vraagstukken als amnestie? Handelde hij als een liberaal minister, als Waals militant of beide?

Andere, meer recente, vragen werden tot hier toe nauwelijks bestudeerd, zoals de evolutie van de politieke partijen in Wallonië en hun noodgedwongen regionale verankering toen er geen unitair referentiepunt meer was. Hoe kan men de omstandigheden rond de verdwijning van het Rassemblement wallon begrijpen en in hoeverre heeft die groep bijgedragen aan een vernieuwing van de ideeën?

Wie spreekt vandaag nog in naam van de Waalse beweging? Welke plaats heeft dat oogpunt binnen de Parti socialiste? Ten slotte, is er vandaag nog plaats voor een Waalse beweging en wat weet men over de organisaties die nog bestaan?

De historiografie van de Waalse beweging heeft nauwelijks gebruik gemaakt van de theoretische modellen betreffende het nationalisme. Overigens wordt die kwalificatie *an sich* voor de Waalse beweging door sommigen duidelijk verworpen. Hoe moet men de beweging dan wel definiëren? Op welke wijze dient men de beweging op te nemen in een vergelijkende benadering van de historiografie van de emancipatorische bewegingen in Europa? Wat zijn de elementen die het debat hebben gevoed? Hoe een steekhoudende analyse ontwikkelen die rekening houdt met de economische, culturele en linguïstische c.q. etnische inzet? Een verre van onschuldige vraag, aangezien de historiografie nog altijd gekenmerkt wordt door de drang tot zelfbevestiging, en daardoor verkiest sommige vragen te negeren.

De discussie rond de historiografie van de Waalse beweging is verre van neutraal en seer, zoals de soms zeer bittere polemieken die vandaag nog gevoerd worden, bewijzen.